

Service environnement

La Roche sur Yon, le 26 janvier 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EARL LE BOIS DES ROCHES**

LE BOIS ROLAND  
85700 POUZAUGES

**Nos Références : 22-0048 CHA/BB**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement EARL LE BOIS DES ROCHES implanté LE BOIS ROLAND à POUZAUGES (85700). L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contexte : dans le cadre du plan de contrôle triennal

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE BOIS DES ROCHES
- LE BOIS ROLAND - 85700 POUZAUGES
- Code AIOT dans GUN : 0058502340
- Régime : Autorisation

Elevage avicole du Bois Roland autorisé pour 58560 animaux équivalents (dindes ou poulets) en 3 bâtiments (1000 m<sup>2</sup> et 2 x 720 m<sup>2</sup>).

Litière à base de miscanthus cultivé par l'EARL LE BOIS DES ROCHES. Elle est exportée vers une station de compostage extérieure.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** visite généraliste dans le cadre du plan de contrôle périodique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Action corrective demandée
Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Action corrective demandée
Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Action corrective demandée

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Conforme
Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Conforme
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Conforme
Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	/	Conforme
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Conforme
Surveillance du traitement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38	/	Conforme

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Pour l'essentiel, registre des risques incomplet (reste à finaliser la conformité électrique et technique, le plan des zones à risque).

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> 46002 poulets présents dans les 3 bâtiments du site (2440 m <sup>2</sup> ) entrés depuis le 31/12/2021 soit 18,8 animaux/m <sup>2</sup> . Effectif conforme à l'arrêté DRCTA/1-370 du 17/05/2011 autorisant 58560 animaux équivalents (dindes ou poulets).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> locaux propres et les 3 sas sont nettoyés. Contrat de dératisation avec BIONEO (3 passages par an - dernier passage le 28/09/2021)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :** Deux dispositifs de lutte contre l'incendie disponibles à moins de 200 m du site recensés par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : borne 182-069 et plan d'eau 182-105 (5000 m<sup>3</sup>).

Parc d'extincteurs vérifié en octobre 2021 par la société VIAUD (2 extincteurs par sas sanitaire). Liste des numéros d'appel d'urgence, vannes de barrage gaz présentes et signalées dans chaque SAS. Consignes de sécurité affichée en bâtiment 1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :** La vérification des installations électriques et techniques s'est faite à la reprise du site il y a 2 ans (au dire de l'exploitant). L'établissement emploie un jeune en apprentissage. Les installations (gaz, chauffage, fioul) n'ont pas fait l'objet d'une vérification annuelle par un professionnel.

Absence de plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion (citernes, onduleur photo-voltaïque, cuves à fioul, armoires électriques) à l'entrée du site.

Le classeur des fiches de données de sécurité des produits dangereux (produits de nettoyage, fioul, gaz...) serait présent chez l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites, action corrective demandée

**Nom du point de contrôle :** Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :** Stockage du fioul du téléscopique en cuve double paroi sous le hangar à matériel sur le site. Pas de stockage d'huiles. En revanche, cuve simple paroi pour le fioul du groupe électrogène installée dans le local à l'entrée du site sans dispositif de rétention.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites, action corrective demandée

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

**Prescription contrôlée :**

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

**Constats :** Suite à l'inspection du 15/02/2017, le forage a été déclaré et la tête de forage protégée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle : Déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34

**Prescription contrôlée :**

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :** Pas d'anomalie constatée sur le stockage des différents déchets de l'exploitation : bac pour les contenants de médicaments, congélateur pour les cadavres d'animaux dans un cabanon accessible par les services de l'équarrissage en bas du site. Bons d'enlèvements des cadavres de la SECANIM présentés le jour du contrôle. Les autres déchets sont acheminés aux dires de l'exploitant à la déchetterie la plus proche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Surveillance du traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38

**Prescription contrôlée :**

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :

- dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ;
- le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;
- les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.

Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.

L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :** Les animaux sont élevés sur litière à base de paille de miscanthus cultivé sur l'exploitation. Tous les effluents sont envoyés dans un autre établissement déclaré en ICPE en station de compostage. Le contrat entre les 2 parties est en place et les quantités exportées sont conformes à ce contrat.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Émissions atmosphériques d'ammoniac

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

**Constats :** L'EARL LE BOIS DES ROCHES a repris le site le 01/01/2020 qui est en conformité avec l'article 42 de l'arrêté du 27/12/2013 (dossier de réexamen IED conforme le 01/10/2019 sur les meilleures techniques disponibles). En revanche, cet établissement n'a pas déclaré en 2021 sur le site GEREPA les émissions atmosphériques d'ammoniac de 2020 .

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites, action corrective demandée

